

En Israël, la banalisation des discours aux accents génocidaires

Depuis le 7 octobre 2023, les propos appelant à l'éradication des Palestiniens de Gaza prospèrent aussi bien au sommet de l'Etat que sur les plateaux de télévision

Luc Bronner

Tel-Aviv - envoyé spécial - Les mots accompagnent les actes, les préparent et les expliquent. En Israël, depuis le 7 octobre 2023, les discours de déshumanisation des Palestiniens et d'éradication de Gaza se sont banalisés sur la scène politique et médiatique. Prononcées par des membres du gouvernement, des parlementaires, des experts militaires ou des personnalités publiques, ces paroles ont justifié la mort massive de civils palestiniens, en particulier des femmes et des enfants, la destruction de villes entières, la concentration de plus de deux millions de personnes dans un espace jugé invivable par les organisations internationales, l'incitation à une émigration forcée et le blocus de l'aide alimentaire et humanitaire jusqu'au risque de famine. Après plus de dix-neuf mois de guerre à Gaza, le bilan est exceptionnellement lourd à l'échelle de l'enclave : plus de 53 000 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants, 120 000 blessés et plus de 60 % des bâtiments détruits.

Le discours sur la déshumanisation s'est exprimé au plus haut niveau de l'Etat d'Israël, dans la foulée immédiate de l'attaque terroriste du Hamas, à l'origine de la mort de plus de 1 200 personnes côté israélien. Yoav Gallant, alors ministre de la défense, avant d'être écarté du gouvernement, en 2024, avait justifié le début du siège : « *Nous combattons des animaux humains, et nous agissons en conséquence.* » Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, avait, lui, opposé les « *filles des lumières* », qui relèvent de la « *barbarie* » et de la « *loi de la jungle* », et les « *filles des ténèbres* », puis comparé le Hamas à des « *monstres* ».

« *Déraciner le mal* »

A plusieurs reprises, le chef du gouvernement avait fait référence à l'éradication d'Amalek, un peuple nomade présenté dans la Bible comme ennemi des « *israélites* », afin d'évoquer le destin futur de Gaza. Le président, Isaac Herzog, avait, de son côté, justifié le fait de vouloir « *déraciner le mal* » de l'enclave, sous contrôle du Hamas depuis 2007 : « *C'est une nation entière qui est responsable. Tous ces discours sur les civils qui ne savaient rien et qui ne faisaient rien sont absolument faux.* » Le chef de l'Etat, qui remplit une fonction essentiellement symbolique, avait ajouté : « *Nous nous battons jusqu'à leur briser la colonne vertébrale.* »

De nombreux ministres, membres de la coalition la plus extrémiste de l'histoire d'Israël, ont exprimé publiquement leur désir de destruction, au-delà des objectifs militaires affichés de libération des otages – 251 avaient été capturés le 7-October – et de démantèlement du Hamas. « *Dans quelques mois, nous pourrions déclarer que nous avons gagné. Gaza sera totalement détruite* », a déclaré le leader d'extrême droite, ministre des finances, Bezalel

Smotrich, le 6 mai, en pariant sur le « *désespoir* » des Gazaouis pour provoquer leur exode définitif.

« *Nous lançons maintenant la Nakba de Gaza* », a proclamé Avi Dichter, ministre de l'agriculture, en novembre 2023, en référence au déplacement forcé de la population palestinienne en 1948. Le ministre du patrimoine, Amichai Eliyahu, célèbre pour avoir appelé à plusieurs reprises, depuis octobre 2023, à lancer une bombe nucléaire sur Gaza, s'est de nouveau distingué, début mai, en suggérant de bombarder les dernières réserves de nourriture à Gaza. « *Ils devraient mourir de faim* », a-t-il déclaré.

Au sein du Likoud, le parti de Nétanyahou, comme dans les formations d'extrême droite, piliers de la coalition, cette rhétorique a fait tache d'huile. Les propos incendiaires proférés par les élus sont recensés un par un, comme autant d'éléments à charge, dans les rapports des ONG, comme Amnesty International, qui estiment que la guerre à Gaza s'apparente à un génocide. Un terme rejeté avec force par les autorités israéliennes, qui rappellent la création de l'Etat hébreu en 1948 au lendemain de la Shoah et imputent l'étendue des pertes civiles au Hamas, accusé de se cacher parmi la population.

Le vice-président de la Knesset, Nissim Vaturi, étiqueté Likoud, a multiplié les diatribes antipalestiniennes, appelant à « *effacer la bande de Gaza de la surface de la terre* ». D'autres parlementaires ont défendu la nécessité de tuer des enfants, de « *raser* » ou de « *détruire* » le territoire.

L'audition, le 8 mai, devant une commission de la Knesset, de la médecin Sharon Shaul, responsable de l'ONG humanitaire Natan, témoigne de la violence assumée des discours au sein de la majorité. « *J'imagine que tous ceux qui siègent ici ne veulent pas qu'un enfant qui souffre soit dans l'incapacité de recevoir des antidouleurs* », a déclaré Mme Shaul, dans une scène rapportée par le journal *Haaretz*. Un député du Likoud, Amit Halevi, s'est alors emporté : « *Je ne suis pas sûr que vous parliez pour nous quand vous dites que nous voulons soigner chaque enfant et chaque femme. J'espère que vous ne défendez pas cette idée non plus. Quand on se bat contre un groupe comme celui-ci, la distinction qui existe dans un monde normal n'existe plus.* » Lorsque la médecin a insisté sur l'impératif moral d'apporter des traitements à un jeune enfant amputé, une autre députée, Limor Son Har-Melech, du parti d'extrême droite Otzma Yehudit (« *puissance juive* »), l'a coupée : « *C'est vous qu'il faut soigner !* »

« **Liberté d'action** »

Ces discours aux accents génocidaires sont également portés par de hauts responsables militaires, en poste ou à la retraite. Dans sa plainte devant la Cour internationale de justice (CIJ), l'Afrique du Sud cite le coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires occupés, le général Ghassan Alian : « *Les hommes qui se comportent comme des animaux doivent être traités comme tels.* » L'ancien major général, Giora Eiland a plusieurs fois réclamé de rendre l'enclave invivable : « *L'Etat d'Israël n'a pas d'autre choix que de faire de Gaza un lieu où il sera temporairement, ou pour toujours, impossible de vivre.* » Le même officier, figure médiatique, a justifié le fait que des femmes puissent être victimes des frappes : « *Qui sont ces "pauvres" femmes de Gaza ? Ce sont les mères, les sœurs ou les épouses des meurtriers du Hamas.* »

Ces discours prospèrent aussi sur les réseaux sociaux et les plateaux de télévision, en particulier de la chaîne 14, relais de l'extrême droite, mise en cause, devant la justice pour les centaines d'incitations au génocide, à la violence ou au racisme diffusées sur ses ondes. « *A la télévision israélienne, affamer les bébés de Gaza n'est pas un problème. Aussi longtemps qu'il n'y a pas de photos d'eux* », résume, mardi 20 mai, *Haaretz*, en écho au débat lancé par Yair Golan sur les enfants tués par l'armée.

Même chose au sein de certains think tanks, nombreux en Israël sur les questions de sécurité. Lors d'une conférence en ligne, organisée le 11 mai par le Jerusalem Institute for Strategy and Security, un des intervenants, le colonel de réserve Gabriel Siboni, a plaidé pour une émigration massive des Palestiniens : « *Si nous ne voulons pas que nos petits-enfants et les petits-enfants de nos petits-enfants se battent dans Gaza, nous devons suivre la vision de Trump (...). Nous devons être certains que Gaza est vide des Gazaouis. C'est la seule manière pour que nous ne versions pas notre sang pendant des dizaines d'années.* » Au cours de ce séminaire, l'universitaire Efraim Inbar a renchéri : « *Si l'expansion de la campagne militaire à Gaza fonctionne, ce sera le chaos. Mais je ne crois pas que cela doive nous effrayer, parce que le chaos donnera à Israël la liberté d'action. Et pas seulement : une version somalienne de Gaza (...) encouragera l'immigration.* »

Des ONG pointent aussi le fait que ces paroles ultraradicales visent désormais la Cisjordanie, où plus de 900 Palestiniens ont été tués depuis octobre 2023. Elles redoutent que ces propos préparent le terrain à une offensive de grande ampleur dans ce territoire, semblable à celle en cours à Gaza. Dans un long discours, prononcé le 27 avril, à Jérusalem, Benjamin Nétanyahou a couvert du même opprobre les habitants des deux territoires. « *Les Palestiniens (...) continuent de dire qu'ils veulent un Etat palestinien sur notre terre ancestrale dans le but de détruire l'Etat juif. Ils le disent à Ramallah, ils le disent à Gaza, ils l'enseignent à leurs enfants à Ramallah, ils l'enseignent à Gaza* », a déclaré le premier ministre.p